

# Le développement et la modernisation de l'Université de Cluj (1919-1945)

VASILE PUȘCAȘ  
MARCELA SĂLĂGEAN

---

*La fondation d'une université roumaine en Transylvanie était un ancien idéal des Roumains, qui trouva un cadre favorable de réalisation après l'Union du 1<sup>er</sup> décembre 1918.*

---

## **Vasile Pușcaș**

Professeur à la Faculté d'Histoire et Philosophie de l'Université Babeș-Bolyai à Cluj-Napoca. Auteur, entre autres, du volume **University and Society: A History of Cluj Higher Education in 20<sup>th</sup> Century** (1999).

## **Marcela Sălăgean**

Maître de conférences à la Faculté d'Histoire et Philosophie de l'Université Babeș-Bolyai à Cluj-Napoca, spécialiste de l'histoire contemporaine de la Roumanie.

**L**ES MESURES adoptées à l'époque du libéralisme habsbourgeois visant la modernisation de la société transylvaine ont rendu possible l'apparition, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une institution moderne d'enseignement supérieur. Le premier pas en ce sens fut la fondation, en 1863, d'une Académie de droit à Oradea. Après l'instauration du dualisme austro-hongrois (1867), la fondation d'une université à Cluj devint l'une des priorités de l'élite hongroise de Transylvanie. C'était une idée embrassée aussi par les professeurs et les étudiants roumains de Budapest, Vienne ou autres universités de l'empire. Ils soutenaient en plus l'utilisation du roumain, à côté du hongrois, dans le processus d'enseignement, étant donné que la plupart de la population transylvaine était d'ethnie roumaine. Leur requête resta cependant sans écho.

La fondation d'une université à Cluj devint possible au début de la 8<sup>e</sup> décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. Conformément à la loi de 1872, elle devait être orga-

nisée sur le modèle des autres universités européennes et, jusqu'à l'adoption d'une loi spécifique, devait fonctionner suivant le règlement de l'Université de Budapest. La nouvelle université avait au début quatre facultés : la Faculté de Droit et Sciences de l'État ; la Faculté de Médecine ; la Faculté de Philosophie, Lettres et Histoire ; la Faculté de Mathématiques et Sciences naturelles. Un institut pédagogique devait suivre de près, pour assurer la formation des professeurs de gymnase. Chaque faculté avait à sa tête un doyen élu annuellement et subordonné au Sénat de l'Université, dont le président était le recteur. L'Université de Cluj ouvrit ses portes en novembre 1872, dans des conditions assez modestes et avec 269 étudiants au total. Le nouveau bâtiment ne fut inauguré qu'en 1895 et reçut le nom de l'empereur François Joseph (qui visita la ville de Cluj au cours de la même année). Le nombre des départements universitaires augmenta au fil des années (parvenant à 16), tout comme celui des professeurs titulaires.

Rencontrés surtout au département de langue et littérature roumaines, les professeurs roumains avaient une présence épisodique dans le cadre de l'université. Le professeur Ambrozie Chețan enseigna, pour une brève période, à la Faculté de Mathématiques et Sciences naturelles. Un autre professeur roumain, Grigore Silași, fut titulaire au département de langue et littérature roumaines. Son activité au sein de l'Association des Étudiants roumains de Cluj attira le mécontentement des autorités universitaires, qui lancèrent contre lui une véritable campagne. En mars 1884, les étudiants hongrois refusèrent de participer à ses cours et, le 14 mai 1884, sa bibliothèque personnelle contenant de nombreux documents, notes et ouvrages scientifiques fut complètement détruite. Une décision du ministre émise quelques jours plus tard l'obligea à prendre sa retraite. Ce fut une grosse perte pour les étudiants roumains, surtout que la personne qui allait le remplacer était loin d'avoir ses qualités intellectuelles et morales. Malgré tous ces problèmes et même si le nombre d'étudiants roumains ne dépassa jamais 10 à 12 % du total des étudiants, l'Université François Joseph a offert aux jeunes la chance d'une éducation supérieure et a facilité la formation d'une élite intellectuelle roumaine à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Après la dissolution de l'Empire austro-hongrois, la fondation d'établissements d'enseignement supérieur ou la nationalisation de ceux déjà existants devint l'une des priorités des nouveaux États qui venaient de se former. En Roumanie, l'Union de 1918 créa le cadre favorable à la matérialisation d'un grand idéal : la fondation d'une université roumaine en Transylvanie. Les stratégies culturelles et éducationnelles initiées par les gouvernements de la Roumanie conduisirent à une intense mobilisation nationale. Ce grand projet ne pouvait cependant se réaliser sans tenir compte de quelques facteurs : 1) l'exis-

tence des universités de Iași et Bucarest, qui s'étaient affirmées dès le XIX<sup>e</sup> siècle et avaient précisé leurs options d'évolution ; 2) les problèmes soulevés par la nationalisation des universités de Cluj et Cernăuți (Tchernovsky) ; 3) les modèles universitaires existant au niveau européen et mondial ; 4) les réalités économiques et culturelles de l'espace roumain, qui ont influencé les options du milieu académique.

La réorganisation de l'Université de Cluj, commencée dès 1918, se fit en conformité avec la législation visant le développement de l'enseignement supérieur en Roumanie. Le premier acte législatif fut le Décret royal n° 4091/1919, par lequel l'université hongroise se transformait en université roumaine. Un décret-loi spécial confirmait l'acte normatif émis par le Conseil dirigeant relatif à la nomination des nouveaux professeurs, alors qu'un décret royal nommait les professeurs transférés d'une autre université. Le congrès des professeurs roumains transylvains organisé à Sibiu, en janvier 1919, chargea l'agrégué N. Drăganu de chercher une solution au sujet de l'Université de Cluj. Voici ses propositions : la formulation d'une requête pour la fondation d'une université roumaine dès que possible ; l'établissement de cette université à Cluj ; la cooptation des intellectuels transylvains dans le nouveau corps enseignant ; l'introduction de cours de langue et littérature roumaines et d'histoire des Roumains à l'Université hongroise de Cluj, donnés par des professeurs animés par des sentiments patriotiques ; la réalisation de l'inventaire de l'Université de Cluj. Aux yeux de Drăganu, l'Université roumaine de Cluj devait être « le plus haut centre culturel » de Transylvanie, pourvu d'instituts de recherche destinés à la fois aux professeurs et aux étudiants et intégré au plus vite dans le système éducationnel universitaire roumain.

La proposition de transformation de l'université hongroise en une université roumaine fut accueillie avec réticence par le Conseil dirigeant, en raison surtout de la situation assez ambiguë de la Transylvanie au début de l'an 1919. Sous la pression de l'opinion publique, et surtout de l'intellectualité roumaine, il fut finalement obligé d'introduire la question de l'Université de Cluj parmi ses projets prioritaires. Au début de février 1919, le Conseil dirigeant dut trancher entre les deux variantes proposées : soit la nationalisation de l'Université de Cluj, soit la fondation d'une nouvelle université. Il finit par choisir une solution de compromis : l'Université de Cluj allait être reprise par l'État roumain et transformée en un établissement moderne – ce qui équivalait finalement à un nouvel établissement.

La question de la reprise urgente de l'Université de Cluj par le Conseil dirigeant trouva dans Onisifor Ghibu l'un des partisans les plus actifs, dans les conditions où les hommes politiques du Vieux Royaume n'étaient pas tous convaincus de la justesse de cette mesure. Dans un article publié dans *Neamul*

*Românesc* (La Nation roumaine), Nicolas Iorga considérait, par exemple, que l'Université de Cluj devait rester en possession de la minorité hongroise pour au moins deux raisons : premièrement, on ne devait pas supprimer le droit à la culture de cette minorité ; secondement, les scientifiques roumains n'étaient pas suffisamment nombreux pour couvrir toutes les chaires universitaires. Il se prononçait donc pour la fondation d'une université roumaine qui fonctionne parallèlement à l'autre et qui ait des Facultés de Mines, Sylviculture et Commerce. Valeriu Braniște appuyait la même idée, considérant qu'une université de prestige ne pouvait naître d'un jour à l'autre et qu'il était à préférer que la roumanisation de l'Université de Cluj soit faite progressivement.

Le Conseil dirigeant approuva finalement la solution soutenue par Onisifor Ghibu. Dans l'ultimatum adressé au Rectorat le 10 mai 1919, il sollicita au corps enseignant de prêter serment au roi et aux lois de la Roumanie dans un délai de 48 heures. Le refus des professeurs hongrois attira, le 12 mai 1919, la nationalisation de l'établissement et le licenciement collectif du corps enseignant. Les professeurs renvoyés trouvèrent refuge à Szeged, où le gouvernement hongrois venait de fonder une université qui se voulait la continuatrice des traditions universitaires de Cluj.

**L**ES RÉFORMES promues en Roumanie pendant l'entre-deux-guerres ainsi que les fréquentes comparaisons avec des institutions similaires européennes ou américaines visaient généralement l'adoption d'une stratégie de développement de l'enseignement universitaire roumain. Vasile Pârvan est l'auteur d'une étude importante centrée sur la réorganisation de l'Université de Cluj et intitulée « Universitatea națională a Daciei Superioare – Părerii propuse public Marelui Sfat Național al românilor din Ardeal, Banat și Țara Ungurească » (L'Université nationale de la Dacie supérieure – Propositions publiques à l'adresse du Grand Conseil national des Roumains de la Transylvanie, du Banat et du Pays hongrois). Cette étude jouit d'un grand écho à l'époque, alors que son discours inaugural « Datoria vieții noastre » (Le devoir de notre vie), prononcé le 3 novembre 1919, fut la première conférence en roumain tenue à la nouvelle université. Plaidant pour la synchronisation de la nouvelle université avec les directions déjà confirmées des universités contemporaines, Pârvan établit les trois principaux buts de la future université : « douer les étudiants d'une culture spéciale » littéraire, scientifique, artistique, théologique, technique, juridique, médicale, agricole, forestière, minière, social-politique, social-économique, administrative, industrielle-commerciale, financière, coopérative, journalistique ; « former des caractères », autrement dit donner à tous les membres de la communauté estudiantine une conception unitaire du monde, quelles que soient leur spécialité, origine ou confession ;

promouvoir « les lettres, les arts et les sciences » – purs ou appliqués – à travers l'activité créatrice des professeurs et des étudiants, susceptible « d'offrir de nouvelles valeurs spirituelles ». Aux yeux de Pârvan, l'université devait être une institution autonome, organisée sur le modèle de l'Académie Roumaine et des universités américaines. Le rôle de l'État se limitait au financement, alors que la répartition du budget entre les différents instituts et chaires reviendrait à l'administration universitaire. C'est toujours l'université qui s'occupait de la sélection du personnel et la gestion des fonds, décidait de ses propres publications, des bourses etc. Comme l'Université de Cluj devait, à l'avis de Pârvan, être bien intégrée dans l'ensemble de la vie sociale et culturelle de Transylvanie, il proposait que chaque institution culturelle de cette province soit tenue « pour une branche de l'université ». Dans cette qualité, elles pouvaient à tout moment s'adresser à l'Université de Cluj dans des questions de personnel de spécialité, études, cours et conférences, expériences techniques et sociales etc. Les représentants de la cultures et des sciences de Transylvanie étaient invités à se considérer comme des membres de droit de l'Université de Cluj, avec les grades conférés par les corporations professionnelles et le Sénat de l'université. Onisifor Ghibu et Sextil Pușcariu, qui comptèrent parmi les premiers universitaires transylvains, avaient des opinions différentes au sujet de l'université. Si Pârvan était l'adepte d'une rentrée immédiate, Ghibu et Pușcariu estimait que la situation de 1919 ne le permettait pas encore. Le point de vue du premier recueillit l'adhésion du Conseil dirigeant, qui le mit en place. Vasile Pârvan fut donc considéré comme l'auteur moral de l'Université de Cluj et invité à y donner des cours pendant l'année universitaire 1919-1920. Il déclina l'offre, se rendant compte qu'au lieu de faire table rase, la nouvelle université perpétuait en fait l'activité de l'université hongroise (plus tard, il comprit que, du point de vue pratique, il était mieux qu'il y ait une continuité de l'activité). Aux yeux de P. P. Negulescu, la nouvelle université devait mettre l'accent sur l'activité scientifique, éviter le nationalisme exagéré au moment de la nomination des titulaires des chaires et analyser les réalités universitaires du monde entier. D'autres voix se prononçaient pour l'application du système déjà employé dans les universités de Bucarest et Iași ou pour l'utilisation des principes de la loi française dans la sélection des enseignants. On ne saurait pas oublier les opinions selon lesquelles ce qui comptait vraiment, c'était d'avoir un enseignement en roumain, ce qui n'exigeait nécessairement pas « de savants de première qualité, mais seulement des professeurs consciencieux ». L'idée de nommer les professeurs de l'Université de Cluj suivant la méthodologie de Bucarest et Iași a suscité, elle aussi, des critiques véhémentes, tant en Transylvanie que dans le Vieux Royaume. Les Transylvains dénonçaient la politisation du système universitaire roumain et

plaidaient en faveur d'une activité moderne, en concordance avec les tendances des universités européennes.

La reprise de l'Université de Cluj, le 12 mai 1919, signifiait son entrée sous l'autorité de l'État roumain. La priorité était à ce moment le recrutement du corps enseignant, mais aussi la structuration par facultés, instituts et chaires, en conformité avec les nécessités régionales et nationales et suivant les directions internationales du développement scientifique et culturel.

L'organisation du système éducationnel roumain s'avéra l'une des tâches les plus difficiles du Conseil dirigeant, étant donné le manque de spécialistes du domaine. Il finit donc par suivre le modèle de l'Université de Strasbourg et désigna une commission qui devait s'occuper de la restructuration de l'Université de Cluj et du recrutement du corps enseignant. La nomination des premiers titulaires des chaires universitaires se fit à la suite d'une analyse minutieuse de leur activité scientifique, didactique et professionnelle. Comme le but déclaré de S. Pușcariu était d'attirer vers la nouvelle université de grandes personnalités du pays et de l'étranger, les membres de la commission universitaire proposèrent l'invitation de professeurs étrangers aux chaires qui venaient de se créer. Suivant la recommandation de Victor Babeș, ils devaient se doubler d'enseignants roumains, prêts à prendre la relève à la fin de leur contrat.

Les chaires de langue et littérature hongroises et allemandes devaient, à l'avis unanime du Conseil dirigeant et de la commission universitaire, revenir à des représentants de ces ethnies. Même si les Hongrois rejetèrent au début cette invitation, les exceptions n'ont pas manqué. Tel fut le cas du professeur Gyula Szádeczky, titulaire de la chaire de géologie et paléontologie à l'ancienne université, qui se montra prêt à collaborer avec les nouvelles autorités universitaires. Il continua son activité, dans son ancien bureau, étant reconnu comme une célébrité du domaine et devenant par la suite géologue en chef à l'Institut roumain de Géologie à Bucarest.

L'inauguration officielle de la nouvelle université constitua un autre sujet longuement débattu. Le Sénat provisoire de l'Université proposa au début qu'elle eût lieu en même temps avec la rentrée universitaire 1919, pour changer par la suite d'avis et avancer la date du 1<sup>er</sup> décembre 1919. Il fallait d'abord attendre la constitution légale des nouvelles autorités universitaires. Une commission présidée par le recteur et formée des vice-doyens et d'un professeur de chacune des quatre facultés devait établir le programme des festivités d'inauguration. Vu le délai bref et le fait que la date du 1<sup>er</sup> décembre coïncidait avec le premier anniversaire de la Grande Union, les festivités d'inauguration furent de nouveau reportées. L'état d'incertitude qui planait sur le statut territorial des nouveaux États centre-européens à l'automne de 1919 représenta un autre

facteur qui influença cette décision. Comme la situation s'améliora au début de l'année suivante, la date de l'inauguration de l'Université roumaine de Cluj fut finalement établie pour le février 1920. Soigneusement préparées, les festivités d'inauguration (31 janvier – 2 février) jouirent de la participation de nombreuses personnalités culturelles et politiques du pays et de l'étranger.

Le gouvernement roumain organisa le déplacement à Cluj de la famille royale, du métropolitain et d'autres hauts prélats, ainsi que du corps diplomatique et des principaux membres du Cabinet. Y furent présents aussi les délégations des autres universités, à côté d'un nombre impressionnant de journalistes. Nicolas Iorga, dans sa qualité de président de la Chambre des Députés, se vit obliger de reporter la rentrée parlementaire, prévue pour le 1<sup>er</sup> février 1920, afin de permettre aux sénateurs et députés de participer aux festivités de Cluj.

Les représentants de la France, symbole des vainqueurs dans la guerre qui venait de s'achever, reçurent le meilleur accueil parmi les invités étrangers. Les messagers de la Grande Bretagne et des États-Unis jouirent, eux aussi, d'une attention particulière de la part des hôtes, tout comme les enseignants et les politiciens arrivés de différents pays d'Europe centrale et de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Grèce). En ce qui concerne la dénomination de la nouvelle université roumaine, elle resta dans la conscience des contemporains sous le nom de l'Université de la Dacie supérieure, mais ce nom fut remplacé en 1927 par celui de l'Université le Roi Ferdinand I.

La structure de l'université comportait des facultés, chaires, instituts, de même que des unités auxiliaires aux attributions administratives ou didactiques, tels les laboratoires, les musées, les stations de recherche. Elle perpétuait en fait la structure de l'ancienne université, à quatre facultés : Lettres et Philosophie, Médecine, Sciences et Droit. Un objectif des plus importants de la nouvelle université fut la création de chaires et instituts. Même si la structure par facultés lui conférait un profil « classique », elle fit des pas importants vers la modernisation. La fondation des instituts de recherche était destinée à assurer la formation d'un personnel spécialisé dans différents domaines. Selon Emil Racoviță, ces instituts devaient être des entités administratives formées de services didactiques ou scientifiques autonomes, affiliées à une ou plusieurs facultés. Le professeur Virgil Bărbat, se rapportant aux réalisations similaires des États-Unis, considérait ce type d'instituts comme « le dernier grade scolaire des modernes », qui loin de constituer de simples « écoles de reproduction du savoir ou d'introduction à la méthodologie des investigations scientifiques » étaient plutôt « des établissements de recherches originales ».

La coopération académique et scientifique internationale représenta un chapitre important dans la vie de l'Université de Cluj. De 1919 à 1940, elle reçut

la visite de plus de 144 spécialistes étrangers, dont 67 originaires de France. La présence française fut d'ailleurs remarquable, certains professeurs venant même plusieurs fois à Cluj, tels l'historien de l'art Henri Focillon, le juriste Georges Ripert, le linguiste Mario Roques ou le géographe Emmanuel de Martonne. De pareilles visites ont souvent ouvert la voie à des collaborations à long terme, tel le cas du mathématicien Paul Montel. Nommé directeur honoraire du Séminaire des mathématiques à la Faculté des Sciences de Cluj, il devint l'un des habitués du centre universitaire transylvain, où il donnait des cours et dirigeait des séminaires. Invité pour un semestre à Cluj (dans l'année universitaire 1921-1922), pour mettre les assises de la nouvelle École de géographie, Emmanuel de Martonne y revint à plusieurs reprises, soit pour donner des cours, soit pour participer à des excursions d'étude. L'Italie occupa la deuxième place, avec ses 15 personnalités scientifiques et culturelles (la plupart de Rome) présentes à Cluj dans la même période, alors que la Grande Bretagne se situa sur la troisième place, avec 13 représentants. Une autre modalité de coopération internationale, caractéristique de la vie académique locale de l'entre-deux-guerres, fut le contrat signé pour cinq, dix ou plusieurs années avec des professeurs étrangers, qui, dans le délai stipulé par contrat, enseignaient différentes disciplines à l'Université de Cluj.

La cooptation des universitaires de Cluj dans des organismes d'État ou publiques démontre une fois de plus le prestige dont ils jouissaient non seulement sur le plan scientifique mais aussi sur celui politique ou social. Quatre professeurs occupèrent des fonctions ministérielles : Alexandru Lapedatu (député et sénateur dans les législatures 1922-1937, président du Sénat de la Roumanie, ministre dans les gouvernements libéraux pendant l'entre-deux-guerres), Silviu Dragomir (ministre, député du Parti du Peuple, membre du Parti national des agrariens et du Parti national chrétien, secrétaire général du Front de la Renaissance nationale), Ioan Lupaș et Emil Hațieganu (député du Parti national roumain et du Parti national des paysans, ministre dans les gouvernements G. G. Mironescu et Alexandru Vaida-Voievod, président de la Communauté nationale des Roumains de la Transylvanie du Nord, 1940-1944). Un nombre impressionnant d'universitaires de Cluj remplirent des fonctions telles secrétaire ou sous-secrétaire d'État, secrétaire général au ministère, qui exigeaient des personnes ayant une expertise confirmée dans le domaine ; il s'agit principalement de Iuliu Moldovan (député et sénateur du Parti national des paysans), Coriolan Tătaru (député et résident royal pour la région du Someș), tous les deux de la Faculté de Médecine ; Valeriu Moldovan (sous-secrétaire d'État, sénateur et député) de la Faculté de Droit ; George Iuga (sous-secrétaire d'État au Ministère des Cultes et député du Parti national libéral), de la Faculté des Mathématiques ; Alexandru Borza (sénateur du Parti national

des paysans), de la Faculté des Sciences naturelles ; Victor Stanciu (sous-secrétaire d'État, sénateur, membre du Parti du Peuple), de la Faculté des Sciences ; Nicolae Drăganu (membre du Parti national libéral, maire de la ville de Cluj) ainsi de suite. D'autres enseignants furent chargés d'importantes missions diplomatiques, à commencer par la Conférence de Paix de Paris, 1918-1920, tels Sextil Pușcariu (Faculté des Lettres), Petre Poruțiu (Faculté de Droit), Alexandru Lapedatu (Faculté d'Histoire), Victor Onișoru (Faculté de Droit), George Oprescu (Faculté des Lettres), Constantin Marinescu (Faculté d'Histoire). Un nombre considérable d'universitaires de Cluj se retrouvent à la tête de sociétés ou associations professionnelles nationales : Augustin Maior (président de l'Association des Ingénieurs), de la Faculté des Sciences ; George Leon (président de l'Association nationale des Économistes), de la Faculté de Droit ; Iuliu Moldovan (président de l'ASTRA – Société transylvaine pour la littérature roumaine et la culture du peuple roumain), de la Faculté de Médecine ; Iuliu Hațieganu (président de l'Association nationale Les Faucons des Carpates), de la Faculté de Médecine ; Iacob Iacobovici (président du Conseil sanitaire supérieur), de la Faculté de Médecine ; Onisifor Ghibu (président de la Société des Industriels et des Artisans), de la Faculté des Lettres. Nicolae Drăganu (Faculté des Lettres) et George Sofronie (Faculté de Droit) se firent remarquer dans l'administration locale, en tant que présidents des comités intérimaires de la ville de Cluj et respectivement Oradea.

Les universitaires de Cluj virent leurs mérites récompensés de différentes distinctions et décorations : la Couronne de la Roumanie en grade de Grande Croix fut attribuée à Sextil Pușcariu, Emil Racoviță, Emil Hațieganu, Silviu Dragomir ; celle en grade de Grand Officier à Iuliu Hațieganu, Petre Poruțiu, Coriolan Tătaru ; celle en grade de Grand Commandeur à Augustin Maior, Victor Papilian, Petre Grimm, Theodor Angheluță, Romulus Vuia ; la distinction L'Étoile de la Roumanie fut décernée en 1930 à plus de 80 professeurs. D'autres enseignants se virent récompensés de distinctions internationales : Emil Racoviță reçut la Croix de l'Ordre Léopold de la part du gouvernement belge, la Croix de la Légion d'honneur de France et l'Ordre de la Légion d'honneur en grade de Commandeur de la part de l'État français ; Alexandru Borza fut décoré par le Saint-Siège de l'Ordre Pie IX en grade de Commandeur, alors que Ion Popescu Voitești reçut la Couronne de la Belgique en grade d'Officier.

L'Académie Roumaine reconnut, elle aussi, l'activité scientifique des universitaires de Cluj. En 1920, deux de ses trois sièges vacants de membres ordinaires furent attribués à Emil Racoviță et Gheorghe Vâlsan, alors que la qualité de membre correspondant revint à quatre professeurs toujours de Cluj : Iuliu Moldovan, D. Călugăreanu, Nicolae Bănescu et Vasile Bogrea. Le professeur

Gheorghe Spacu fut reçu à l'Académie quelques années plus tard, Silviu Dragomir en 1928 ; Alexandru Lapedatu devint président de l'Académie Roumaine en mai 1937 et Florian Ștefănescu-Goangă et Petru Sergescu furent élus membres correspondants.

Comme Florian Ștefănescu-Goangă l'a bien souligné dans son discours prononcé à l'automne de 1939, l'Université de Cluj s'est heurtée à une série de difficultés pendant les deux décennies de l'entre-deux-guerres :

*l'une des causes essentielles qui a troublé le bon fonctionnement de l'Université et l'a empêchée, dans une certaine mesure, de développer son activité didactique et scientifique fut, sans doute, le nombre beaucoup trop grand d'étudiants, entrés à l'université sans avoir acquis au lycée un savoir qui leur assure le succès aux études universitaires. Par rapport à la population du pays, le nombre d'étudiants avait, les dernières années, été deux fois plus élevé que celui des pays de haute culture et de longue tradition scientifique de l'Occident, alors que la capacité réelle d'instruction de l'Université est insuffisante. Le deuxième grand ennui fut le manque d'espace et de moyens matériels, dont elle a et a toujours eu grand besoin pour assurer le succès du processus éducationnel, de l'activité didactique et scientifique. Le troisième grand ennui et, peut-être, le plus grave de tous, fut la série incessante d'émeutes et mouvements estudiantins. Fruit de préoccupations qui n'étaient, sans doute, d'ordre universitaire, ces mouvements poursuivaient des revendications de nature politique et sociale qui ne relevaient pas de la compétence des Universités et auxquelles elles ne pouvaient pas satisfaire.*

**D**E PAREILS désagréments ne diminuent en rien l'activité prestigieuse de l'Université de Cluj à l'époque de l'entre-deux-guerres, qui aurait continué à ces hauts paramètres si le second Diktat de Vienne ne l'avait brusquement interrompue à la fin de l'été 1940, moment où la Transylvanie du Nord fut cédée à la Hongrie. Prises au dépourvue, les autorités universitaires reconnurent, par la voix du recteur Florian Ștefănescu-Goangă, que le gouvernement roumain n'avait rien entrepris pour les aider. Étant donné l'état de confusion qui régnait partout, la direction de l'Université se vit obligée de prendre deux décisions d'une gravité exceptionnelle : l'évacuation urgente des archives, d'une part, les conditions et la procédure à suivre pour remettre l'institution aux autorités hongroises, de l'autre.

Les options d'évacuation discutées, le 1<sup>er</sup> septembre, dans le Sénat de l'Université étaient en nombre de trois : Brașov, Sibiu et Timișoara. Le même jour, un message du Ministère de l'Éducation nationale indiquait comme lieu de refuge

la ville d'Alba Iulia, variante suggérée aussi par le général Ion Antonescu. Cette proposition ne jouit pas de l'adhésion des professeurs de Cluj, qui choisirent finalement la ville de Sibiu.

Les démarches d'évacuation commencèrent aussitôt, le dernier transport étant effectué le 8 septembre 1940. Une partie du matériel fut laissé à Turda, Aiud et Alba Iulia, devant être transporté à Sibiu dans les jours suivants. Nous tenons à préciser que toutes les facultés ne cherchèrent pas refuge à Sibiu, la Faculté des Sciences, par exemple, préférant la ville de Timișoara.

Le Décret-loi du 5 octobre 1940 nomma les nouvelles autorités de l'Université réfugiée à Sibiu : Sextil Pușcariu, recteur ; Alexe Procopovici, vice-recteur ; Camil Negrea (Faculté de Droit), Victor Papilian (Faculté de Médecine), Constantin Daicoviciu (Faculté de Lettres et Philosophie), Dumitru V. Ionescu (Faculté des Sciences), doyens. La première séance du nouveau Sénat universitaire eut lieu le 8 octobre 1940, dans la salle de réunions de l'ASTRA.

La rentrée universitaire, tant à Sibiu qu'à Timișoara, eut lieu le 10 novembre 1940. Le 14 décembre suivant, le recteur Sextil Pușcariu participa à la dernière séance du Sénat, étant nommé directeur de l'Institut roumain à Berlin. Pendant six mois, l'Université resta sans recteur. Le nouveau recteur fut nommé le 4 juin 1941, en la personne de Iuliu Hațieganu. Dans son discours inaugural du 3 novembre 1941, celui-ci soulignait le devoir essentiel de l'université en exil de promouvoir la spiritualité roumaine en Transylvanie, tout en insistant sur la nécessité de préserver l'idéal universitaire, l'indépendance académique et de continuer la recherche scientifique. C'est pour répondre à ce desideratum que fut fondé à Sibiu, en 1942, le Centre d'Études transylvains, dont le premier directeur fut le professeur Silviu Dragomir. Les résultats des recherches étaient publiés dans la *Revue de Transylvanie* (qui paraissait déjà depuis 1934) et dans la collection « Bibliotheca Rerum Transsilvaniae ».

L'Université réfugiée à Sibiu ne se heurta pas à des problèmes de personnel, puisque presque tout le corps enseignant et scientifique et la plupart du personnel administratif et technique l'avaient accompagnée en exil. Des mesures furent cependant prises pour réduire l'appareil bureaucratique et simplifier le processus d'inscription aux facultés, examens, doctorats. La bibliothèque de l'université n'eut rien à souffrir à cause de l'exil, des milliers de volumes de la bibliographie de spécialité, des cours et traités destinés aux étudiants, ainsi que les collections de différentes publications étrangères étant évacués de Cluj. D'autres volumes furent acquis grâce aux fonds alloués par le Rectorat et le Ministère des Cultes ou aux donations faites par les Fondations royales, l'ASTRA, la Maison des Écoles, la Préfecture du département de Blaj, la Mairie de la ville d'Aiud etc. Les échanges académiques et les visites des professeurs à l'étranger ne furent pas interrompus non plus.

L'activité de recherche continua ses anciens projets commencés pendant l'entre-deux-guerres, devenant un véritable atout des universitaires en exil. Selon une statistique de 1943, les professeurs et les chercheurs réfugiés à Sibiu publièrent 1 966 ouvrages, dont 1 647 en roumain. Le professeur Mihai Antonescu, vice-président du Conseil des Ministres, alloua à cette fin un fonds de trois millions de lei, alors que l'Université contribua de ses propres fonds avec un million de lei. L'Extension universitaire, qui fonctionna tant à Sibiu qu'à Timișoara, eut un rôle important dans l'activité de recherche de l'Université. Sa première réunion générale eut lieu à Sibiu, le 28 octobre 1941, occasion d'élire un nouveau leader en la personne du professeur Silviu Dragomir. Les conférences que les filiales de Sibiu et Timișoara organisèrent en collaboration avec l'ASTRA portaient généralement sur les réalités du temps : la situation de la Transylvanie et de la Roumanie, l'évolution et les conséquences de la guerre etc.

Moins d'une année après leur installation à Sibiu et suite à l'entrée de la Roumanie en guerre contre l'Union soviétique, les professeurs, ainsi que le personnel scientifique, administratif et technique de l'Université furent mobilisés. Selon les données statistiques du Rectorat, dans l'année académique 1941-1942, le personnel de cet établissement fut mobilisé pendant environ 50 000 jours, dont 1 492 jours les enseignants et 26 659 jours le personnel auxiliaire. Le plus sollicité fut, sans doute, le personnel de la Faculté de Médecine. Comme presque tous les assistants et les préparateurs étaient partis pour le front, le recteur Iuliu Hațieganu s'adressa au Grand État Major de l'Armée Roumaine en lui sollicitant de renoncer partiellement aux recrutements, afin de permettre le bon déroulement du processus éducationnel.

L'été de 1944 apporta des changements importants dans la situation de la Roumanie, le territoire transylvain cédé en 1940 étant libéré par les armes. Le jour approchait où l'université allait retrouver son ancien siège. Cependant tant la commission désignée par le Sénat de l'Université dès la fin août, pour préparer le retour à Cluj, que la seconde commission, formée le 26 septembre et chargée de « la mission de prendre contact avec les autorités de Cluj », se retrouvèrent dans l'impossibilité de s'acquitter de leur mission. Les réalités politiques à l'automne de 1944 et le nouveau statut administratif de la Transylvanie du Nord mirent les universitaires roumains en grande difficulté. Le commandement militaire soviétique de la région, qui soutenait les intérêts de l'université hongroise, interdit à l'Université roumaine de revenir à Cluj. Cependant à la fin octobre 1944, en vertu des autorisations reçues de la part du commandement de l'Armée I et notamment du Ministère de la Culture nationale et des Cultes, le professeur Iuliu Hațieganu forma une commission de professeurs universitaires qui devait reprendre l'inventaire de l'établissement hongrois de Cluj.

Les choses devaient, à ses yeux, se passer de la même manière qu'en décembre 1918.

Un premier déplacement à Cluj, à la tête d'une délégation qui devait préparer le terrain pour le retour des étudiants roumains, le laissa déconcerté. Selon ses propos, leurs maisons avaient été occupées, d'abord par les Hongrois, ensuite par la nouvelle armée « libératrice », soviétique. À l'automne de 1944, Cluj était une ville en attente, en proie à des rumeurs des plus alarmantes. Iuliu Hațieganu demanda aux autorités centrales d'apporter leur soutien aux démarches entreprises par l'université. La seule réponse fut une disposition du Ministère de la Culture nationale qui sollicitait « la formation d'une commission de purification du personnel universitaire ». Se rendant à Bucarest au début de novembre 1944, le recteur Hațieganu chercha de persuader le ministre Ștefan Voitec que la question des épurations n'était pas, à ce moment, une priorité pour son université. Ce fut, malheureusement, une tentative échouée. Plus y est, le recteur Hațieganu fut, le même mois, remplacé par Alexandru Borza et ensuite arrêté. Le professeur Ioan Goia fit de son mieux pour le sortir de la prison, frappant à toutes les portes et, en fonction de l'interlocuteur, évoquant la personnalité du professeur Hațieganu et son importance pour la vie universitaire. Il n'hésita même pas d'user de menaces contre ceux qui le tenaient emprisonné, promettant qu'ils allaient payer en cas d'aggravation de l'état du professeur, qui souffrait de diabète et d'allergies multiples. Iuliu Hațieganu fut finalement relâché et transféré pour trois mois, sous garde militaire, à la clinique médicale dont il avait été directeur et où il se fit soigner par les sœurs Andreea et Ștefania Silaghi. De retour à la chaire, il poursuivit son activité jusqu'en 1948, lorsqu'il fut éloigné de l'enseignement supérieur.

Après le retrait des troupes d'occupation de Cluj, l'Université hongroise fut transférée à Szombathely. Quelques professeurs hongrois originaires de la Transylvanie du Nord restèrent sur place et, s'érigeant en représentants de l'Université hongroise, tinrent à inaugurer les cours, sans avoir ni le personnel nécessaire ni un nombre suffisant d'étudiants.

Le 13 janvier 1945, une ordonnance émise par le préfet du département de Cluj obligeait l'Université à prendre les mesures suivantes : la suppression de l'autonomie universitaire ; la dissolution de la direction autonome de l'Académie d'agriculture et son intégration à l'Université comme faculté séparée ; la dissolution du Sénat universitaire. En vertu de l'égalité des droits entre les nations, le préfet précisait que : a) l'Université hongroise avait le droit de continuer son activité, conformément aux stipulations de l'ordonnance susmentionnée ; b) l'Université roumaine pouvait ouvrir ses portes, les questions liées au bon fonctionnement des universités, au partage des bâtiments etc. devant être tranchées par une commission formée de trois représentants de chaque uni-

versité ; les Sénats universitaires devaient prendre toutes les mesures qui s'imposaient, faire les nominations nécessaires et organiser les universités sur des bases populaires et démocratiques. Une fois la réorganisation achevée, les Sénats provisoires devaient démissionner, alors que les universités, redevenues autonomes, pouvaient passer à l'élection des nouveaux Sénats.

Comme la décision de la préfecture de Cluj de permettre le fonctionnement des deux universités attira les protestations des ethniques roumains de la ville, une nouvelle ordonnance renvoyait au 10 février 1945 la mise en pratique de la première. L'intervention du préfet dans l'organisation interne des universités fut, d'autre part, vivement désapprouvée par les enseignants des deux établissements. Ce n'est qu'après l'instauration de l'administration roumaine, en mars 1945, que la plupart des professeurs et étudiants réfugiés regagnèrent leurs foyers. Le personnel administratif et technique de l'université rentra en été, et jusqu'à l'automne toutes les facultés de l'Université roumaine étaient de nouveau à Cluj.

**P**OUR CONCLURE, la fondation d'une université roumaine en Transylvanie était un ancien idéal des Roumains, qui trouva un cadre favorable de réalisation après l'Union du 1<sup>er</sup> décembre 1918. Cet événement fut, à l'avis unanime des historiens des 90 dernières années, l'une des grandes réussites de la période qui succéda à la Première Guerre mondiale, l'Université jouant un rôle important dans le développement et la modernisation de cette province et de la Roumanie tout entière. □

## Bibliographie

Anania, Valeriu. *Memorii*. Iași, 2008.

Annuaire de l'Université de Cluj de 1919 à 1940.

Bíró, Sándor. « A kolozsvári egyetem a román uralom alatt ». In *Erdély magyar egyeteme*, éd. Gyula Bisztray, Attila Szabó T. et Lajos Tamás. Kolozsvár/Cluj, 1941, p. 305-332.

Bíró, Sándor. *Kisebbségben és többségben. Románok és magyarok 1867-1940*. Csíkszereda/Miercurea-Ciuc, 2002.

Bisztray, Gyula, Iván V. Nagy, Attila Szabó T. et Béla Szalai. « A kolozsvári egyetem újjászervezése ». In *Erdély magyar egyeteme*, éd. Gyula Bisztray, Attila Szabó T. et Lajos Tamás, Kolozsvár, 1941, p. 369-408.

Bologa, Valeriu L. *Rememorări sentimentale*. Bucarest, 1995.

Ghibu, Onisifor. *Universitatea Daciei Superioare*. Bucarest, 1929.

Godin, André. *Une passion roumaine. Histoire de l'Institut Français de Hautes Études en Roumanie*. Paris, 1998.

- Livezeanu, Irina. *Cultură și naționalism în România Mare. 1918-1930*. Trad. Bucurest, 1998.
- Makkai, László. « A kolozsvári m. kir. Ferenc József tudományegyetem története 1872–1919 ». In *Erdély magyar egyeteme*, éds. Gyula Bisztray, Attila Szabó T. et Lajos Tamás. Kolozsvár, 1941, p. 153-186.
- Marin, Florea. *Furtuni în centrul medical clujean*. Cluj-Napoca, 1998.
- Marin, Florea. *Iuliu Hațieganu. Monografie*. Cluj-Napoca, 1999.
- Mândruț, Stelian. « Considerații privind relațiile internaționale interbelice ale Universității din Cluj ». *Anuarul Institutului de Istorie Gh. Bariț* (Cluj-Napoca), 1996.
- Micle, Felician. « Scurt istoric ». In *Gărdina Botanică Alexandru Borza din Cluj-Napoca*, coord. Felician Micle. Cluj-Napoca, 2002.
- Neagoie, Stelian. *Viața universitară clujeană interbelică (Triumful rațiunii împotriva violenței)*. Vol. I. Cluj-Napoca, 1980.
- Pascu, Ștefan. *Activitatea științifică a Universității din Cluj-Napoca 1919-1973*. Cluj-Napoca, 1974.
- Pușcaș, Vasile. *Alma Mater Napocensis. Idealul universității moderne. Prelegeri inaugurale la Universitatea din Cluj în perioada interbelică (1919-1949)*. Cluj-Napoca, 1994.
- Pușcaș, Vasile. *Universitate. Societate. Modernizare. Organizarea și activitatea științifică a Universității din Cluj, 1919-1940*. Cluj-Napoca, 1995 (2003).
- Pușcaș, Vasile. *University and Society: A History of Cluj Higher Education in 20<sup>th</sup> Century*. Cluj-Napoca, 1999.
- Pușcaș, Vasile. « Refugiul, reorganizarea și revenirea la Cluj a Universității “Regele Ferdinand I” (1940-1945) ». In *Omagiu istoricului Ioan Scurtu*, coord. Horia Dumitrescu. Focșani, 2000.
- Racoviță, Gheorghe et Ana-Maria Stan, éds. *Memoria documentelor. Cooperarea franco-română la Universitatea din Cluj, oglindită în arhiva lui Emil Racoviță*. Cluj-Napoca, 2007.
- Radosav, Doru. *Extensiunea socială a prestigiului academic al Universității clujene din perioada interbelică*, Discours prononcé à la Session solennelle du Sénat de l'Université Babeș-Bolyai du 29.11.2004 convoquée lors du 85<sup>e</sup> anniversaire de l'enseignement supérieur en roumain à Cluj ; document conservé dans les Archives générales de l'Université Babeș-Bolyai, Fonds Rectorat (en cours d'organisation).
- Rapport sur les travaux de la Mission française à Bucarest pour la réorganisation de l'enseignement roumain (mai 1919). In Centre des Archives diplomatiques de Nantes, France. Fonds Bucarest légation (sans numéro).
- Sergescu, Petre. « Les relations franco-roumaines à l'Université de Cluj ». *Revue de Transylvanie*, tome III, n° 3, 1937.
- Sergescu, Petre. « L'université de Cluj et ses relations avec l'étranger ». *Revue de Transylvanie*, tome X, n° 3-4, 1944.
- Stan, Ana-Maria. « Vizita Misiunii Universitare Franceze în România (iunie 1919) și semnificațiile sale ». In *Biserică, societate, identitate. In honorem Nicolae Boșșan*. Cluj-Napoca, 2007.
- Stan, Ana-Maria. « Excursiile universitare în învățământul superior românesc în primii ani de după 1919. Tipologii și semnificații ». In *Schimbare și devenire în istoria României*, coord. Ioan Bolovan et Sorina-Paula Bolovan. Cluj-Napoca, 2008.

---

Vitéz Nagy, Iván. « A száműzetés évei Szegeden 1920–1940 ». In *Erdély magyar egyeteme*, eds. Gyula Bisztray, Attila Szabó T. et Lajos Tamás. Kolozsvár, 1941, p. 333-368.

### **Abstract**

The Development and Modernization of Cluj University (1919–1945)

After the dissolution of the Austro-Hungarian Empire, one of the main concerns for the authorities of the successor states was the establishment of new universities or the nationalization of the existing ones. In what Romania is concerned, the reorganization of Cluj University (established as a Hungarian University in 1872) began in 1919, in keeping with the laws regulating Romanian higher education. The nationalization, on 12 May 1919, of the Hungarian Francis Joseph University led to the establishment of the universities of Cluj (the University of Dacia Superior, renamed King Ferdinand I University in 1927—in Romania) and of Szeged (in Hungary), the latter declaring itself the rightful successor of the old university. The Romanian university brought a significant contribution to the modernization of the province that had joined the Kingdom of Romania in 1918, as well as to the modernization of Romanian society in general, being organized according to modern Western principles and participating actively in international academic and scholarly exchanges.

### **Keywords**

Cluj University, modernization, higher education, refuge in Sibiu (1940–1945)